

C onjoncture française



Retour sur la précédente prévision

Au quatrième trimestre 2014, l'activité a ralenti (+0,1 % après +0,3 %) comme prévu dans la Note de conjoncture de décembre. La consommation et l'investissement ont été peu dynamiques, contribuant au total pour +0,1 point à la croissance (comme anticipé). Comme prévu, le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance (+0,2 point) et les variations de stocks ont diminué en contrecoup du troisième trimestre, à hauteur de -0,2 point. Pour le premier semestre 2015, la prévision de croissance est rehaussée au premier trimestre (+0,4 % contre +0,3 % dans l'exercice précédent), avec notamment un peu plus de consommation, mais inchangée au deuxième trimestre (+0,3 %).

L'emploi marchand s'est avéré légèrement plus favorable (-1 000 postes) que la prévision de décembre (-15 000), sans remettre toutefois en cause la hausse du taux de chômage au quatrième trimestre. Le scénario de prévision pour l'emploi et le chômage est globalement peu révisé. En décembre, l'inflation d'ensemble a atteint +0,1 %, comme prévu. En juin, elle s'établirait à -0,1 %, contre une stabilité prévue dans la précédente Note, la faible révision étant essentiellement imputable à celle du cours du pétrole.

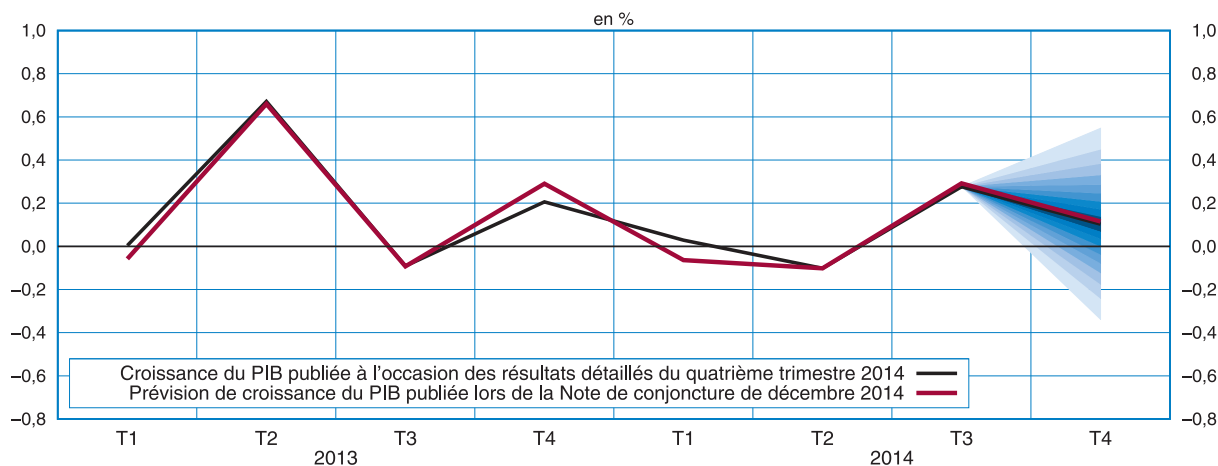
L'activité a ralenti comme prévu au quatrième trimestre 2014

Au quatrième trimestre 2014, l'activité a ralenti comme prévu dans la précédente Note de conjoncture (+0,1 %, après +0,3 % au troisième trimestre). La production totale a été moins dynamique qu'attendu (+0,1 % contre +0,2 % en prévision). La production manufacturière s'est légèrement repliée (-0,1 %), alors qu'une légère hausse était prévue (+0,2 %). De même, la production d'énergie a plus fortement baissé (-2,5 %) qu'attendu (-1,0 %). La production en construction a moins reculé qu'attendu (-0,8 % contre -1,0 %). Si la production de services marchands a ralenti, sa croissance a été un peu plus dynamique qu'attendu (+0,4 % contre +0,3 %). De même, la production de commerce a légèrement plus augmenté (+0,5 %) que prévu (+0,4 %).

Comme attendu, la demande intérieure a peu contribué à la croissance

La demande intérieure a été relativement peu dynamique (contribution à la croissance du PIB de +0,1 point après +0,2 point). Comme prévu, la consommation a ralenti au quatrième trimestre (+0,2 %), mais dans une moindre mesure qu'anticipé (+0,1 %). Si la consommation d'énergie a chuté (-3,7 %) plus fortement que prévu (-2,9 %), la consommation manufacturière s'est avérée plus dynamique (+0,6 %) qu'attendu (+0,2 %).

Graphique des risques associé à la Note de conjoncture de décembre 2014 et croissance réalisée



Source : Insee

L'investissement a reculé (-0,5 %), légèrement plus que prévu (-0,4 %), du fait de l'investissement des entreprises non financières (-0,2 % contre 0,0 %) et des ménages (-1,5 % contre -1,3 %). L'investissement des administrations publiques a en revanche moins reculé (-0,1 %) que prévu (-0,6 %).

Le solde extérieur a contribué positivement à la croissance comme anticipé (+0,2 point). Les importations ont été plus dynamiques que prévu (+1,7 % contre +0,5 %), l'écart provenant de tous les postes de biens. Il en est de même pour les exportations (+2,5 % contre +1,4 %), notamment celles en produits manufacturés (+3,0 % contre +1,7 % attendu), grâce au plus fort rebond qu'attendu des exportations aéronautiques.

Comme attendu, le déstockage a contribué négativement à la croissance (-0,2 point), en contrecoup de l'effet de sens contraire au troisième trimestre (+0,4 point).

Au premier semestre 2015, l'activité croîtrait un peu plus que prévu

La prévision de croissance du PIB pour le premier trimestre est légèrement rehaussée (+0,4 % contre +0,3 % dans la Note de décembre), celle du deuxième trimestre est inchangée (+0,3 %).

Au premier trimestre 2015, les enquêtes de conjoncture et les données d'activité disponibles conduisent à conserver un scénario d'accélération modérée de la production manufacturière (+0,4 %, comme dans la Note de décembre). En revanche, la production d'énergie accélérerait plus fortement que dans le scénario précédent (+2,9 % contre +1,7 %). Côté demande, les dépenses de consommation des ménages progresseraient davantage (+0,6 %) qu'attendu dans la précédente Note (+0,4 %), du fait principalement d'un rebond plus important de la consommation d'énergie (+7,5 % contre +4,0 % précédemment prévu) ; les achats de produits manufacturés resteraient par ailleurs dynamiques (+0,5 % contre +0,2 % dans la Note de décembre), grâce au surcroît de pouvoir d'achat apporté par la baisse plus forte qu'attendue des prix du pétrole.

L'investissement des entreprises serait atone comme initialement prévu (0,0 % puis +0,1 %). Leur investissement en construction continuerait de se replier (-0,4 %), un peu moins fortement qu'attendu dans le scénario précédent (-0,8 %). De même celui des administrations publiques se replierait dans une moindre ampleur qu'anticipé en décembre (-0,5 % contre -0,8 %). En revanche, le recul des dépenses d'investissement des ménages serait plus important (-1,0 %) qu'estimé dans le précédent exercice (-0,7 %).

Au premier trimestre, la contribution du commerce extérieur serait nulle, contre +0,1 point précédemment. Les exportations seraient en effet légèrement moins dynamiques qu'attendu (+0,8 % contre +1,1 % dans la Note de décembre), après la vive accélération du quatrième trimestre, alors que le rythme des importations est quasiment inchangé dans le nouvel exercice (+0,8 %).

Au deuxième trimestre, la prévision de croissance du PIB est inchangée (+0,3 %) avec un peu moins de demande interne, et notamment un recul plus ample des dépenses d'investissement des ménages (-1,0 % contre -0,1 %) mais un peu plus d'exportations, sous l'effet de la nouvelle dépréciation de l'euro en début d'année.

L'emploi marchand a légèrement moins reculé que prévu

Au quatrième trimestre 2014, l'emploi dans le secteur marchand non agricole a moins diminué (-1 000 postes) que prévu dans la Note de décembre (-15 000). Dans le détail, l'estimation est en ligne avec la prévision dans l'industrie (-10 000 contre -9 000 prévu) et la construction (-18 000 contre -12 000 prévu). La principale divergence vient du secteur tertiaire, qui a créé 27 000 emplois (notamment dans l'intérim, +24 000), alors qu'une hausse de 7 000 avait été prévue. Pour autant, le taux de chômage a progressé comme prévu (10,4 % après 10,3 %).

Le redressement de l'activité serait insuffisant pour permettre une reprise de l'emploi marchand, qui reculerait de 13 000 au premier semestre, soit une baisse proche de celle anticipée dans le précédent exercice de prévision (-11 000). Le taux de chômage augmenterait légèrement, de 0,1 point par trimestre, comme prévu dans la Note de décembre.

L'inflation serait encore un peu plus faible que prévu, sous l'effet de la baisse récente du prix du Brent

En décembre 2014, l'inflation d'ensemble a atteint +0,1 % sur un an, comme prévu dans la précédente Note. En juin, les prix à la consommation diminueraient de 0,1 % sur un an, contre une stabilité prévue dans la précédente Note, cette révision traduisant essentiellement celle du prix du baril de Brent. La prévision d'inflation sous-jacente est quant à elle inchangée (+0,1 % en juin).■

Production

Au quatrième trimestre 2014, la production de biens et services a quasiment stagné (+0,1 %), après un rebond au troisième trimestre (+0,5 %). Le PIB a également décéléré : +0,1 % au quatrième trimestre après +0,3 % au troisième. L'activité a ralenti dans quasiment toutes les branches.

En mars 2015, le climat des affaires en France s'améliore après trois mois de stabilité. Il demeure inférieur à sa moyenne de longue période.

La production de biens et services accélérerait au premier semestre 2015 (+0,4 % puis +0,3 %), notamment du fait d'un retour à la normale de la production d'énergie (+2,9 % après -2,5 %) et d'un léger regain de dynamisme de l'industrie manufacturière (+0,4 % et +0,3 % aux premier et deuxième trimestres). La baisse de l'activité dans la construction s'atténuerait (-0,7 % puis -0,6 %), ce qui contribuerait également à l'embellie.

La production de biens et services accélérerait modérément au premier semestre 2015

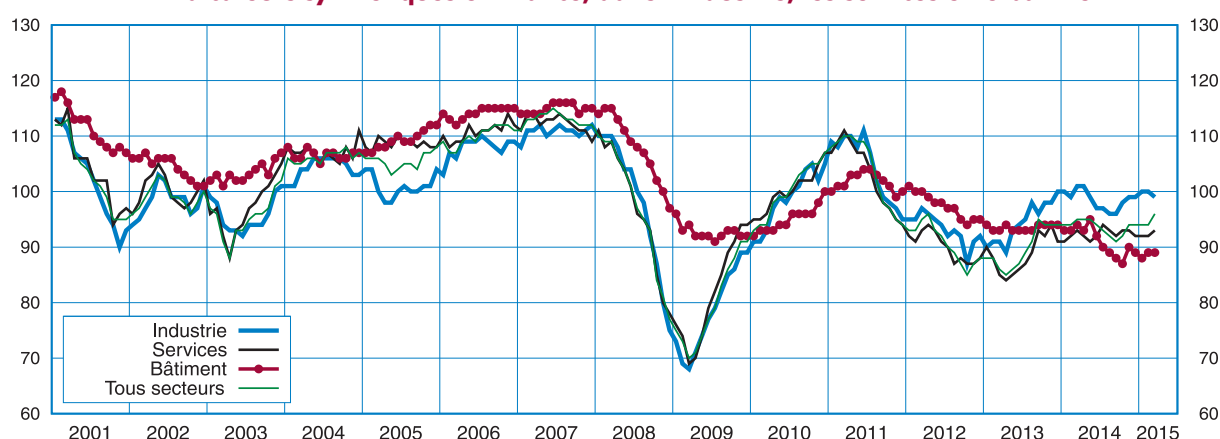
Au quatrième trimestre 2014, la production de biens et de services a marqué le pas (+0,1%), concluant une année 2014 morose : +0,5 % au troisième trimestre, après une quasi-stabilité au premier semestre. Le PIB a également décéléré : +0,1 % au quatrième trimestre après +0,3 % au troisième. L'activité a ralenti dans quasiment toutes

les branches : l'industrie manufacturière (-0,1 % après +0,6 %), l'énergie-eau-déchets (-2,5 % après +1,7 %), et dans une moindre mesure les services marchands (+0,4 après +0,5 %). Dans la construction, elle a continué de baisser (-0,8 % après -1,0 %).

Après un « trou d'air » à l'été, le climat des affaires en France, mesuré par les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, s'est légèrement redressé en novembre 2014 puis en mars 2015. Il reste toutefois inférieur à sa moyenne de longue période, pour l'ensemble des secteurs et notamment dans le bâtiment et les services (graphique 1).

Au premier semestre 2015, la production de biens et services progresserait de 0,4 % puis de 0,3 %. Cette accélération résulterait d'abord du fort rebond de la production d'énergie (+2,9 % au premier trimestre) après un automne exceptionnellement doux qui a réduit les dépenses de chauffage (-2,5 % au quatrième trimestre 2014 après +1,7 %). Elle proviendrait également d'un léger rebond dans l'industrie manufacturière (+0,4 % au premier trimestre puis +0,3 % au deuxième) et d'une moindre dégradation dans la construction (-0,7 % au premier trimestre puis -0,6 % au deuxième, après -1,0 % et -0,8 % durant le second semestre 2014). Mi-2015, l'acquis de croissance de la production de biens et services pour 2015 s'établirait à +1,0 %, après +0,6 % en moyenne annuelle en 2014.

1 - Indicateurs synthétiques en France, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

La production d'énergie rebondirait début 2015 après un repli fin 2014

La production d'énergie s'est repliée au dernier trimestre 2014 (-2,5%), le climat exceptionnellement doux à l'automne ayant réduit les dépenses de chauffage. Avec le retour à la normale des températures, elle rebondirait au premier trimestre 2015 (+2,9 %) puis retrouverait un rythme de croissance proche de sa tendance au deuxième trimestre (+0,6 %). À l'issue du premier semestre, l'acquis pour 2015 s'établirait à +2,4 %, après un fort repli en 2014 (-3,4 % en moyenne annuelle).

Au premier semestre 2015, la production manufacturière accélérerait

Au quatrième trimestre 2014, l'activité manufacturière s'est légèrement repliée (-0,1 %) alors qu'elle avait rebondi au troisième trimestre (+0,6 %) après un deuxième trimestre défavorable (-0,7 %). Cette baisse fin 2014 résulte principalement d'un net recul de la production de matériels de transports (-2,8 % après +1,5 %).

L'activité manufacturière s'améliorerait au premier semestre 2015 selon l'enquête de conjoncture dans l'industrie. En mars, le solde d'opinion sur la production passée reste à un niveau inférieur à sa moyenne de long terme, mais celui relatif aux perspectives personnelles de production est légèrement supérieur à sa moyenne (*graphique 2*). Enfin, l'acquis de croissance au premier trimestre de l'indice de la production industrielle est favorablement orienté fin janvier (+0,5 %). Ainsi, la production manufacturière rebondirait au premier trimestre (+0,4 %) puis croîtrait de nouveau au deuxième trimestre (+0,3 %). L'acquis de croissance pour 2015 s'établirait à +0,8 % à l'issue du deuxième trimestre, après +0,3 % sur l'ensemble de l'année 2014.

Dans la construction, l'activité continuerait de se replier, moins fortement qu'en 2014

Au second semestre 2014, la production dans le secteur de la construction a continué de se dégrader (-1,0 % puis -0,8 %).

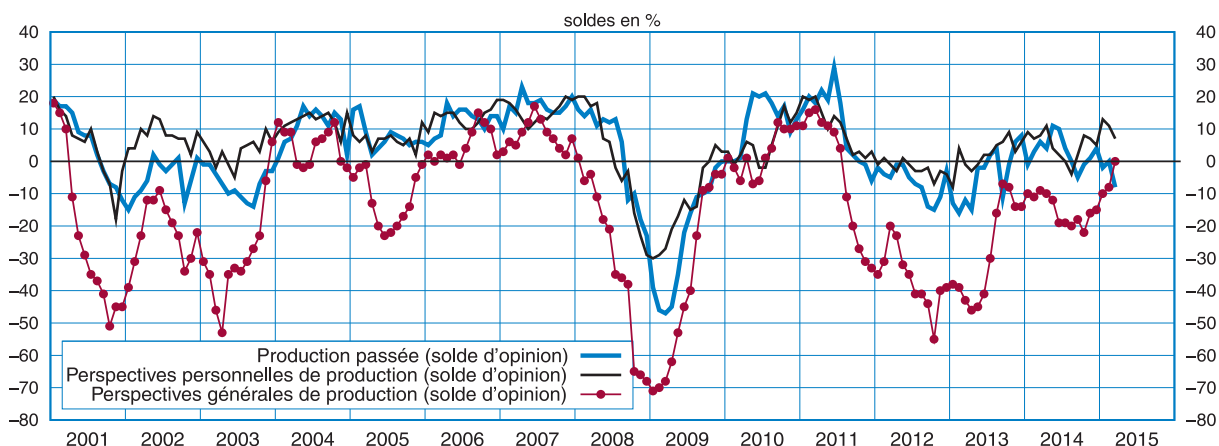
Au premier semestre 2015, la baisse se poursuivrait, mais avec un peu moins d'ampleur (-0,7 % au premier trimestre puis -0,6 % au deuxième). Certes, les entrepreneurs du bâtiment font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes encore très inférieurs à la normale. Cependant, dans les travaux publics, l'opinion des chefs d'entreprise concernant l'activité prévue s'est légèrement améliorée par rapport au trimestre dernier, même s'ils restent globalement pessimistes (*graphique 3*). Par ailleurs, le nombre de mises en chantier de logements neufs et de bâtiments non résidentiels a continué de baisser au cours des derniers mois, mais moins fortement qu'auparavant. Sur l'ensemble de l'année 2014, la production dans la construction a reculé de 2,9 % ; mi-2015, l'acquis de croissance pour l'année 2015 serait de -2,5 %.

L'activité commerciale resterait dynamique

L'activité commerciale a ralenti au quatrième trimestre tout en restant dynamique (+0,5 %) après avoir accéléré au troisième trimestre 2014 (+0,9 %). Cette vigueur résulte d'une part des activités du négoce international, d'autre part de l'embellie, s'agissant des biens manufacturés, de la consommation des ménages (+0,2 % puis +0,6 %) et des exportations (+3,0 % après +0,4 %).

Au premier trimestre 2015, la bonne tenue de la consommation (+0,5 %) et des exportations (+0,8 %) de ces biens continuerait de soutenir l'activité dans le commerce (+0,4 %). Dans le commerce de détail, l'indicateur synthétique de climat des affaires a retrouvé un niveau supérieur à

2 - Opinion relative à la production dans l'industrie



Source : Insee

sa moyenne de longue période en début d'année. L'indicateur d'activité passée se raffermi depuis plusieurs mois : les soldes d'opinion dans la grande distribution et dans le commerce automobile sont désormais supérieurs à leur moyenne de longue période depuis trois mois. Au deuxième trimestre, l'activité commerciale accélérerait légèrement (+0,5 %), de nouveau soutenue par le dynamisme des exportations en biens manufacturés (+1,3 %) et par la consommation des ménages (+0,4 %). Mi-2015, l'acquis de croissance de la production dans le commerce serait de +1,7 % pour l'année 2015, après +1,5 % en moyenne en 2014.

Dans les services marchands, l'activité progresserait modérément

La production de services marchands (hors commerce) a légèrement décéléré au quatrième trimestre 2014 (+0,4 % après +0,5 % au troisième trimestre), du fait d'un ralentissement dans l'hébergement-restauration (+0,1 % après +0,4 %) et dans les services aux entreprises (+0,5 % après +0,6 %). L'inflexion est plus légère dans les services financiers (+0,7 % après +0,9 %) et l'information-communication (+0,3 % après

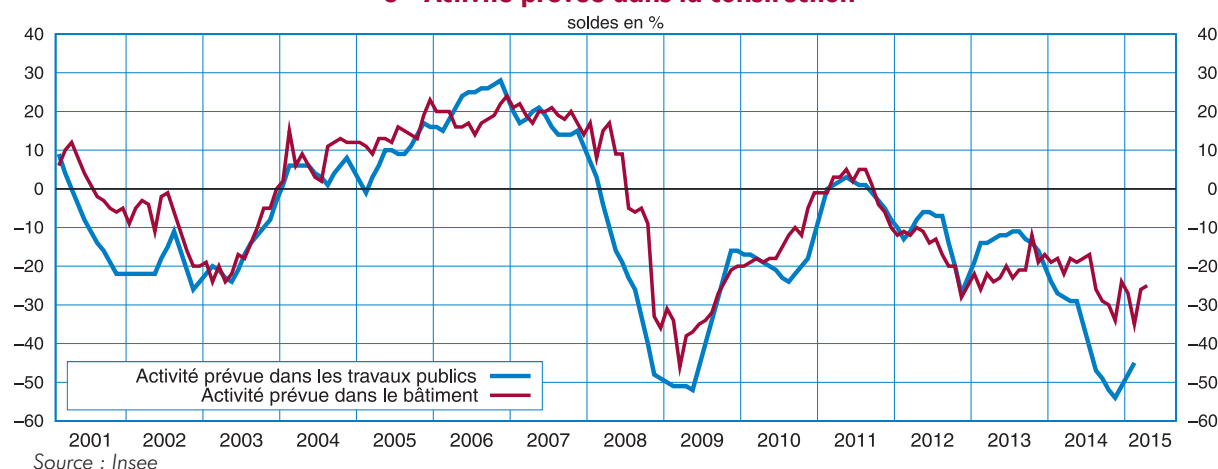
+0,6 %). En revanche, l'activité a rebondi dans les services de transport (+0,8 % après -0,3 %), notamment aériens.

Selon les chefs d'entreprises dans les services, le climat conjoncturel reste quasi stable depuis plusieurs mois : l'indicateur qui le synthétise s'établit à 93 en mars et a peu varié depuis septembre 2013, demeurant nettement inférieur à sa moyenne de long terme (100). L'activité continuerait ainsi de progresser modérément au premier semestre 2015 (+0,4 % par trimestre). Mi-2015, l'acquis de croissance de la production de services marchands hors commerce serait de +1,3 % pour l'année, après une progression de 1,1 % en 2014.

Dans les services principalement non marchands, l'activité resterait proche de sa tendance

La production de services principalement non marchands a ralenti au quatrième trimestre 2014 (+0,3 % après +0,5 % au troisième trimestre). Elle augmenterait à un rythme similaire au premier semestre 2015 (+0,4 % par trimestre). Mi-2015, l'acquis de croissance serait de +1,3 % pour l'année, après une progression de 1,5 % en 2014. ■

3 - Activité prévue dans la construction



Production par branche au prix de l'année précédente chaînés

données CVS-CJO, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2013				2014				2015		2013	2014	2015 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Agriculture (2 %)	-0,0	0,1	0,8	0,8	0,7	0,8	0,6	-0,3	-0,2	0,0	0,1	2,6	0,1
Branches manufacturières (20 %)	-0,2	2,0	-1,4	0,5	0,5	-0,7	0,6	-0,1	0,4	0,3	-0,6	0,3	0,8
Énergie, eau, déchets (4 %)	1,1	1,4	-2,8	-1,0	-2,2	0,6	1,7	-2,5	2,9	0,6	1,3	-3,4	2,4
Construction (8 %)	-0,3	0,5	-0,1	-0,0	-1,3	-1,3	-1,0	-0,8	-0,7	-0,6	-1,2	-2,9	-2,5
Commerce (10 %)	0,0	0,8	0,0	0,7	0,0	0,2	0,9	0,5	0,4	0,5	0,6	1,5	1,7
Services marchands hors commerce (41 %)	-0,1	0,8	0,2	0,4	0,2	0,0	0,5	0,4	0,4	0,4	1,0	1,1	1,3
Services non marchands (15 %)	0,3	0,7	0,2	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,4	1,5	1,5	1,3
Total (100 %)	-0,0	1,0	-0,3	0,4	0,0	-0,1	0,5	0,1	0,4	0,3	0,5	0,6	1,0

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2010.

Source : Insee

Environnement international de la France

Au quatrième trimestre 2014, l'activité a progressé de 0,5 % dans les pays avancés : la croissance a été assez modeste en zone euro (+0,3 %), plus vigoureuse au Japon (+0,4 %) et dans les pays anglo-saxons (+0,5 %). Dans les pays émergents, l'activité a globalement tourné au ralenti, notamment en Chine, en Russie et au Brésil.

Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet conjugué des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages, soutenue par l'amélioration continue du marché du travail, continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation du dollar et de la livre pèseraient sur le commerce extérieur de chacun de ces deux pays.

Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti au premier semestre 2015. Ainsi, leurs importations ne retrouveraient pas leur vigueur d'avant-crise.

Une fin d'année 2014 contrastée selon les zones

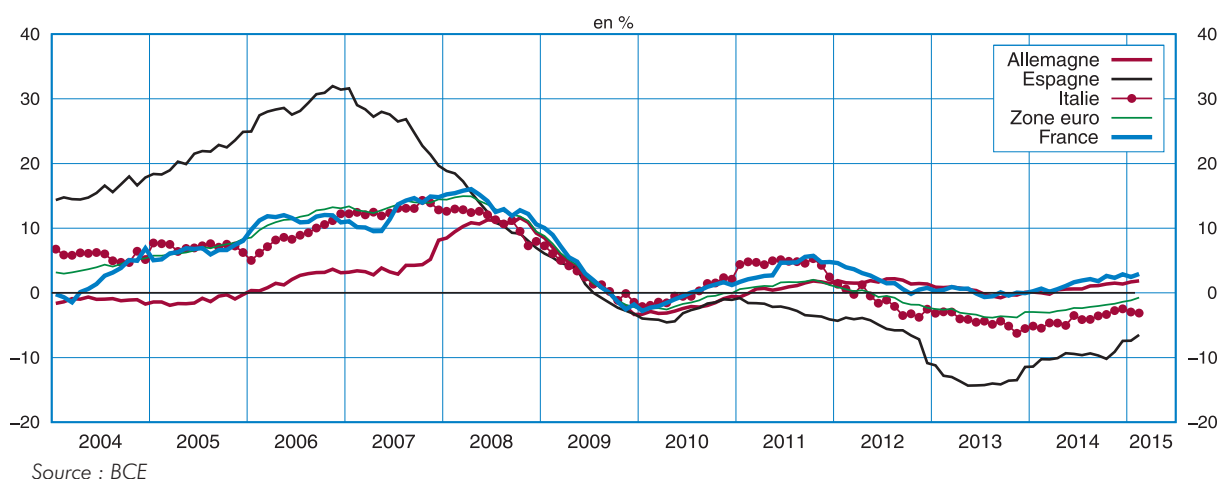
Au quatrième trimestre 2014, l'activité a progressé de 0,5 % dans les pays avancés, comme au troisième trimestre. En zone euro, l'activité s'est de

nouveau raffermie, mais sa croissance demeure modeste (+0,3 % après +0,2 %). En revanche, elle est restée vigoureuse aux États-Unis et au Royaume-Uni (+0,5 %) portée par le dynamisme de la demande intérieure. Après deux trimestres de contraction, l'activité a rebondi au Japon (+0,4 %) : le pays se remet lentement des effets récessifs entraînés par la hausse de la TVA d'avril 2014. Dans les pays émergents, le climat conjoncturel est globalement resté atone et l'activité tourne au ralenti au regard des deux dernières décennies, notamment en Chine où la décélération s'est poursuivie au quatrième trimestre, mais également en Russie et au Brésil qui n'éviteraient pas une récession.

La Banque centrale européenne lutte contre le risque de déflation, l'euro se déprécie

La faiblesse de l'inflation courante (-0,3 % en février 2015) et anticipée dans la zone euro reste une préoccupation majeure pour la Banque centrale européenne, qui a annoncé en janvier et lancé en mars un programme d'achats de titres publics et privés, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'en 2016. Ce programme complète l'arsenal de mesures non conventionnelles que l'institution a mis en place depuis l'automne 2014 pour stimuler le crédit au secteur privé, dont la croissance reste très modeste dans la zone, voire négative dans certains pays (*graphique 1*). L'annonce de l'assouplissement monétaire opéré par la BCE a eu pour effet d'accroître la

1 - Croissance annuelle de l'encours de crédit aux sociétés non financières dans la zone euro



dépréciation de l'euro (notamment par rapport au dollar) amorcée mi-2014. Mi-mars, la monnaie unique a atteint son plus bas niveau depuis 2003.

La faiblesse actuelle de l'inflation est en partie due à celle de sa composante sous-jacente, mais aussi à la forte baisse des prix énergétiques, dans le sillage de la chute des prix du pétrole. Depuis juillet 2014, en effet, le prix du pétrole a chuté, passant de 111,8 \$ le baril en juin à 48,4 \$ en janvier 2015, son plus bas niveau depuis mai 2009. Ceci résulte de l'excédent d'offre sur le marché physique, mais aussi de la faiblesse des anticipations de demande, notamment dans les pays émergents.

Dans les pays anglo-saxons, le chômage a continué de refluer au quatrième trimestre 2014, et cette baisse se poursuivrait au premier semestre 2015. Ainsi, le taux de chômage est revenu à 5,7 % au Royaume-Uni en janvier 2015 et à 5,5 % en février 2015 aux États-Unis. En conséquence, la question du resserrement de la politique monétaire est à l'ordre du jour dans ces deux pays. La faiblesse conjoncturelle de l'inflation, notamment en raison de la forte baisse du prix de l'énergie et de l'appréciation de leur monnaies, ainsi que les marges d'amélioration encore substantielles de la participation au marché du travail, pourraient cependant prolonger quelque temps le *statu quo* sur les taux.

La baisse du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro stimulent l'activité dans la zone euro

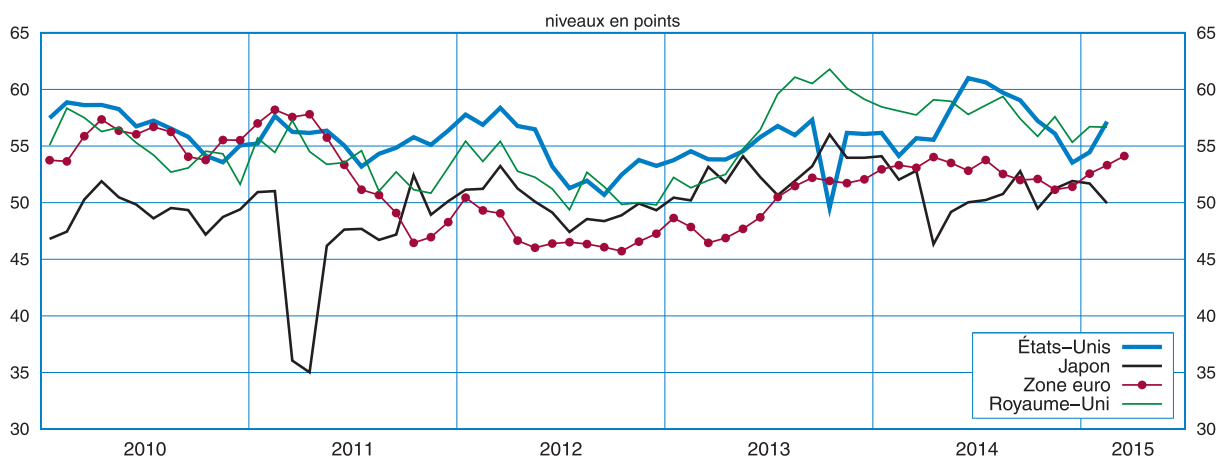
Au premier semestre 2015, l'activité accélérerait légèrement dans la zone euro (+0,4 % par trimestre), sous les effets conjugués de la baisse du prix du pétrole, qui génère un surcroît de pouvoir d'achat des ménages et de marges pour les

entreprises, et de la dépréciation de l'euro, favorable au commerce extérieur. Cette amélioration, déjà perceptible dans les enquêtes de conjoncture au début de l'année (*graphique 2*), continuerait de recouvrir des situations différentes entre les pays de l'Union monétaire. Les moteurs de la croissance européenne resteraient l'Allemagne (+0,6 % puis +0,4 %), où les effets bénéfiques de l'instauration du salaire minimum sur la consommation seraient sensibles, et l'Espagne (+0,7 % par trimestre), où le dynamisme de l'emploi et celui de l'investissement productif soutiendraient la demande intérieure. En Italie, en revanche, seuls le commerce extérieur et la consommation permettraient une légère accélération de l'activité (+0,1 % puis +0,2 %), alors que l'investissement continuerait de se contracter.

Dans les pays anglo-saxons, la croissance serait soutenue par une demande intérieure de nouveau dynamique. Ainsi, aux États-Unis, l'emploi et les salaires progresseraient de manière soutenue, ce qui stimulerait la consommation des ménages. La bonne tenue de l'activité, en dépit d'un fléchissement au premier trimestre dû aux rigueurs de l'hiver (+0,4 % puis 0,7 %) inciterait les entreprises à poursuivre leurs efforts d'investissement. En revanche, freiné par la rapide appréciation du dollar, le commerce extérieur continuerait de peser sur la croissance. De même, au Royaume-Uni, la bonne tenue de la consommation des ménages soutiendrait l'activité (+0,5 % par trimestre) mais le commerce extérieur pèserait.

Au Japon, la reprise amorcée au quatrième trimestre 2014 se poursuivrait (+0,8 % puis +0,6 %). Le dynamisme du commerce extérieur, sous l'effet de la dépréciation du yen depuis 2013, y contribuerait nettement plus que celui de la consommation des ménages.

2 - Indicateurs composites (PMI Markit)



Source : Markit

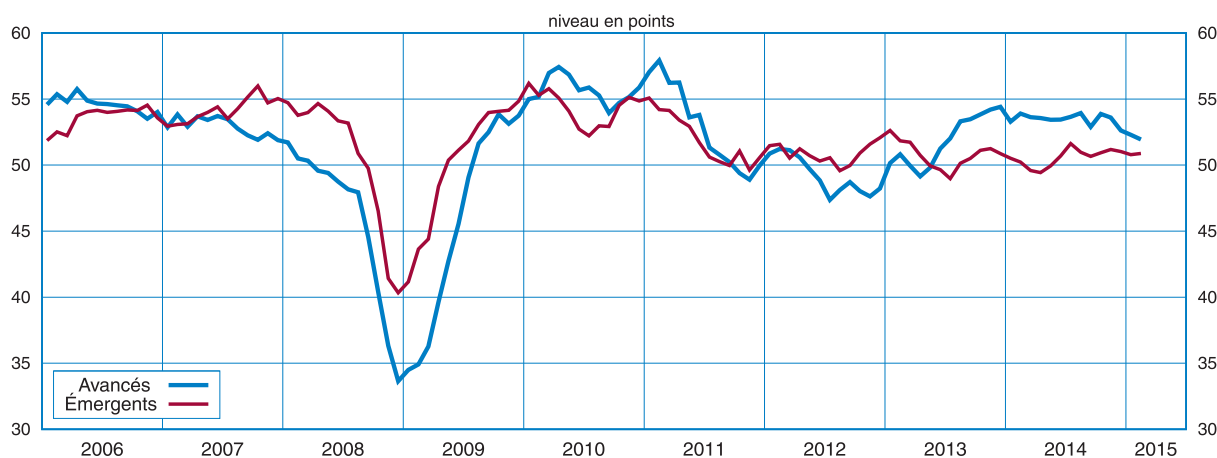
Conjoncture française

À court terme, peu de perspectives d'amélioration dans les pays émergents

Après une année 2013 marquée par des épisodes de fortes tensions financières, les pays émergents ont globalement retrouvé, courant 2014, des conditions financières moins tourmentées, souvent au prix de resserrements monétaires importants. Néanmoins, le climat conjoncturel y est resté relativement dégradé (graphique 3). Ainsi au Brésil, la croissance a calé sous l'effet d'une forte contraction de la demande intérieure, due à la baisse des prix des matières premières et aux resserrements monétaires opérés par la banque centrale pour enrayer les sorties de capitaux. La Russie pâtit de la baisse des prix du pétrole et des sanctions économiques et financières liées à la crise ukrainienne. De son côté, l'activité chinoise a encore ralenti au quatrième trimestre, de sorte que la croissance en 2014 est au plus bas depuis 1990, notamment du fait de la perte de vitesse de l'investissement.

Le manque de dynamisme des économies émergentes au quatrième trimestre, et notamment de la Chine, ainsi que le changement de composition de leurs échanges commerciaux, ont entraîné le ralentissement du commerce mondial, qui a progressé de 1,1 %, après un rebond au troisième trimestre (+2,0 %). Ce rythme est inférieur à celui qui prévalait en moyenne entre 2000 et 2007 (+1,6 %). Au premier semestre 2015, les enquêtes de conjoncture ne signalent pas de perspectives d'amélioration à court terme dans ces pays. Dans les pays avancés, la croissance resterait encore modérée : le commerce mondial ralentirait donc encore légèrement au premier semestre 2015 (+1,0 % par trimestre). La demande mondiale adressée à la France progresserait en moyenne au même rythme. ■

3 - Climat des affaires dans l'industrie



Sources : Markit, calculs Insee

Synthèse du scénario international

	variations trimestrielles en %												
	2013				2014				2015		2013	2014	2015 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
PIB des économies avancées	0,4	0,5	0,7	0,6	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5	0,6	1,4	1,8	1,7
Commerce mondial	0,5	1,0	1,2	1,3	-0,3	0,7	2,0	1,1	1,0	1,0	2,7	3,3	3,7
Importations des économies avancées	-0,2	0,7	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	1,0	1,1	1,1	-0,3	2,8	3,3
Importations des économies émergentes	0,2	0,6	2,8	1,6	-0,1	-0,9	3,5	1,6	0,9	0,9	5,7	4,1	4,3

■ Prévision

Note de lecture : les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.

Sources : Instituts statistiques nationaux, Central Plan Bureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

Échanges extérieurs

Au quatrième trimestre 2014, les exportations françaises ont nettement accéléré (+2,5 % après +1,0 %), à la faveur d'un vif rebond des exportations aéronautiques. Elles ralentiraient par contrecoup au premier trimestre 2015 (+0,8 %), puis gagneraient de la vigueur au deuxième trimestre (+1,2 %), soutenues par la récente dépréciation de l'euro. De leur côté, les importations ont également été dynamiques fin 2014 (+1,7 %), essentiellement du fait d'achats pharmaceutiques. Elles ralentiraient au premier trimestre (+0,8 %), retrouvant un rythme plus en ligne avec la demande intérieure, et conserveraient ce rythme au deuxième trimestre.

Au total, après avoir été négative en moyenne en 2014 (-0,3 point sur l'année), la contribution du commerce extérieur à la croissance de l'activité serait nulle au premier trimestre 2015 puis serait légèrement positive au deuxième trimestre (+0,1 point).

Le commerce mondial serait relativement dynamique d'ici mi-2015

Au quatrième trimestre 2014, le commerce mondial a ralenti : +1,3 % après +1,9 % le trimestre précédent. En effet, les échanges des pays asiatiques, très dynamiques au troisième trimestre en contrecoup d'un deuxième trimestre atone, ont retrouvé un rythme plus proche de leur tendance en fin d'année. Au premier trimestre 2015, les différents indicateurs sur les commandes à l'étranger et les premières données douanières

disponibles suggèrent une progression du commerce mondial de +1,0 %. Au deuxième trimestre 2015, le commerce mondial conserverait ce rythme, qui reste inférieur à celui d'avant-crise (+1,6 % en moyenne par trimestre de 2000 à 2007). La demande mondiale adressée à la France croîtrait à un rythme proche (+0,8 % puis +1,1 %, *graphique 1*) : alors que la demande des économies avancées retrouverait de la vigueur, celle des économies émergentes resterait peu soutenue (*graphique 2*).

Les exportations ralentiraient au premier trimestre 2015 puis retrouveraient de la vigueur

Au quatrième trimestre 2014, les exportations de biens et services ont nettement progressé (+2,5 % après +1,0 %, *tableau*). En particulier, les ventes de matériels de transport ont rebondi (+10,8 % après -5,0 %), du fait des ventes aéronautiques notamment, contribuant pour 3,7 points à l'accélération des exportations de biens manufacturés (+3,0 % après +0,4 %).

Au premier trimestre 2015, les effets du rebond des ventes aéronautiques ne jouant plus, les exportations ralentiraient par contrecoup et progresseraient sur un rythme un peu inférieur à la demande mondiale (+0,8 %). Au deuxième trimestre, elles accéléreraient un peu (+1,2 %), soutenues par la dépréciation passée du taux de change effectif réel (de l'ordre de -3 % prévu au premier trimestre), ainsi que par la légère accélération de la demande mondiale. Le profil

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles						2013	2014	2015 acquis
	2014				2015				
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Exportations									
Ensemble des biens et services	0,6	0,2	1,0	2,5	0,8	1,2	2,4	2,9	4,1
Produits manufacturés (69 %*)	0,7	-0,3	0,4	3,0	0,8	1,3	1,5	2,1	4,2
Importations									
Ensemble des biens et services	0,8	0,7	1,7	1,7	0,8	0,8	1,9	3,9	3,8
Produits manufacturés (69 %*)	0,3	0,2	1,8	1,5	0,8	1,0	1,3	3,6	3,7
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,1

Prévision

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2014
Source : Insee

Conjoncture française

d'ensemble serait tiré par les exportations manufacturières (+1,3 % après +0,8 %, *graphique 3*). Les exportations de services progresseraient à un rythme proche de leur tendance (+1,3 % par trimestre). Les exportations de produits agricoles seraient stables au premier semestre, tandis que les ventes de biens énergétiques se redresseraient (+1,2 % au premier trimestre puis +1,5 % au deuxième trimestre). Mi-2015, l'acquis de croissance des exportations pour l'année serait déjà de +4,1 %, après +2,9 % sur l'ensemble de l'année 2014.

Les importations seraient moins dynamiques au premier semestre 2015

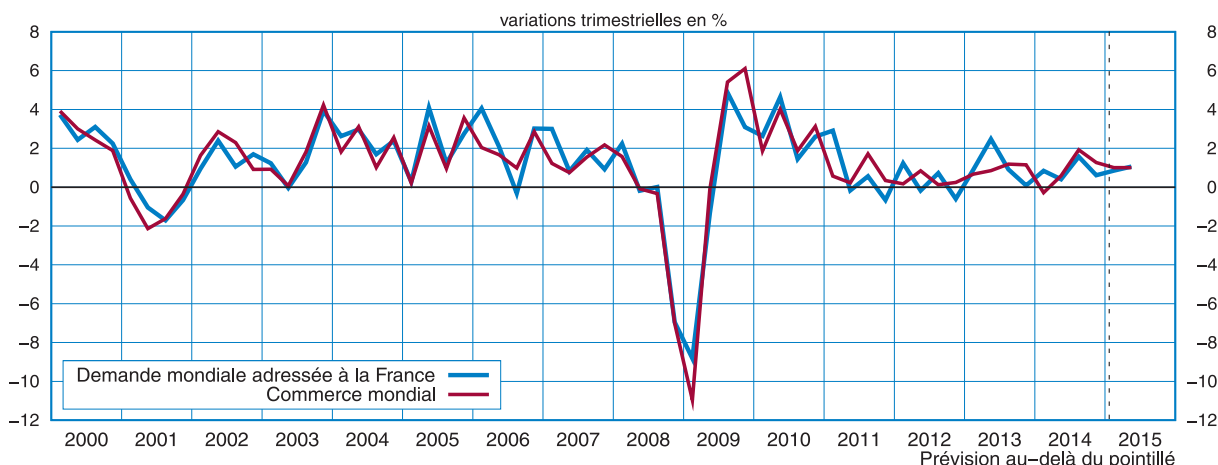
Au quatrième trimestre 2014, les importations de biens et services sont restées dynamiques (+1,7 % après +1,7 %). C'est le cas des importations manufacturières (+1,5 % après +1,8 %), du fait d'achats importants de biens pharmaceutiques. Les achats d'énergie, essentiellement de pétrole brut, ont également contribué à la hausse des

importations (+3,2 % après -0,5 %). En revanche, les importations de services ont ralenti (+1,7 % après +3,5 %).

Au premier semestre 2015, les importations ralentiraient (+0,8 % par trimestre), retrouvant un rythme plus proche de la demande intérieure. Les importations de produits manufacturés, notamment, décéléreraient au premier trimestre (+0,8 %), la poussée des importations de biens pharmaceutiques s'estompant. Puis elles augmenteraient au deuxième trimestre dans le sillage de la demande intérieure. Les importations de services croîtraient à leur rythme tendanciel (+1,1 % par trimestre) tandis que les importations d'énergie progresseraient faiblement de retrouver leur tendance baissière.

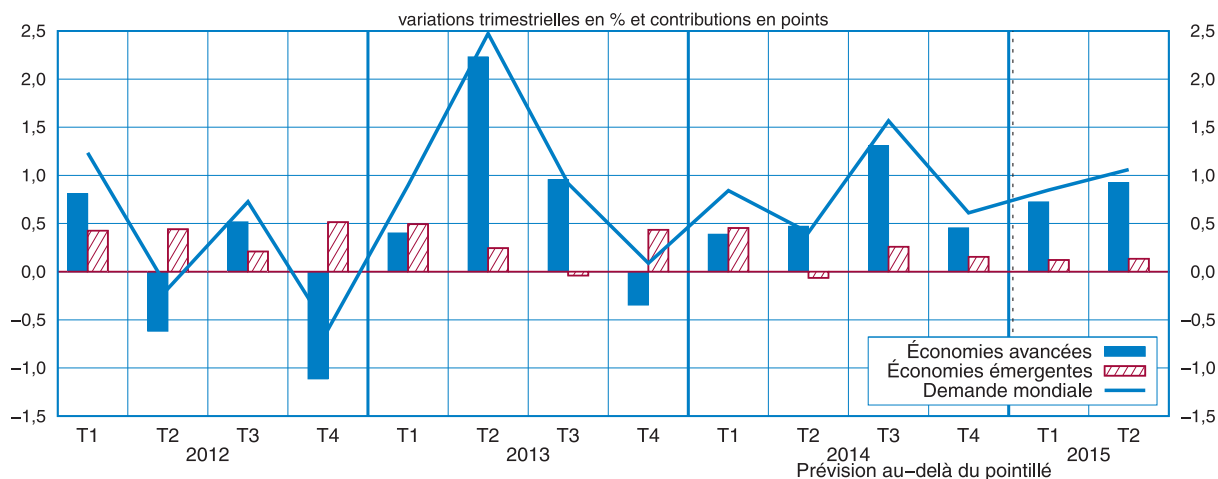
À la fin du premier semestre, l'acquis de croissance des importations pour l'année 2015 serait de +3,8 % après une croissance annuelle de +3,9 % en 2014.

1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

2- Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires

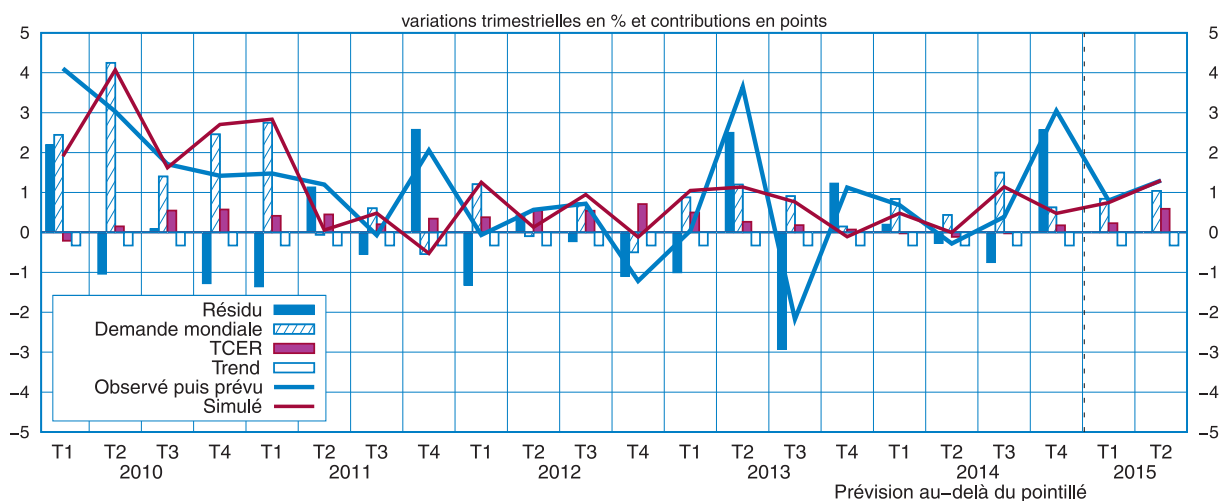


Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

Sur l'ensemble de l'année 2014, la contribution des échanges à la croissance du PIB a été négative (-0,3 point), les exportations ayant été moins dynamiques que les importations. En revanche, la contribution du commerce extérieur à la

croissance serait neutre au premier trimestre 2015 puis légèrement positive au deuxième trimestre (+0,1 point), l'économie française regagnant en compétitivité-prix à la faveur de la dépréciation récente de l'euro. ■

3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Note de lecture - TCER : taux de change effectif réel

Source : Insee

Quelles conséquences de la forte appréciation du franc suisse début 2015 ?

En janvier 2015, la décision de la banque centrale helvétique de cesser de maintenir une parité fixe avec l'euro a conduit le franc suisse à s'apprécier de 11 % face à l'euro.

Quelles peuvent être les conséquences pour l'économie française ? La base de données annuelle *International Trade by Commodity Statistics (ITCS)* de l'OCDE¹ aide à répondre à cette question. Ces données permettent de retracer les échanges de biens entre les pays, et notamment de repérer les marchés tiers sur lesquels les exportations françaises sont concurrencées.

Des flux bilatéraux globalement équilibrés

En 2013, la Suisse est le neuvième client et fournisseur de la France. Le montant des exportations de biens vers la Suisse est presque identique à celui des importations, de l'ordre de 12,5 milliards d'euros. Le solde commercial est donc quasiment équilibré, alors que pendant la première moitié des années 2000, il était largement excédentaire pour la France.

Plus de la moitié des exportations françaises concerne les produits textiles, papiers, chimiques, pharmaceutiques, plastiques et métallurgiques mais la France importe presque

(1) Cette base propose un ensemble homogène et comparable de données de commerce international. Elle permet une désagrégation sectorielle fine des flux d'échanges, suivant la classification SITC Rev 3 (*Standard International Trade Classification, Rev 3*).

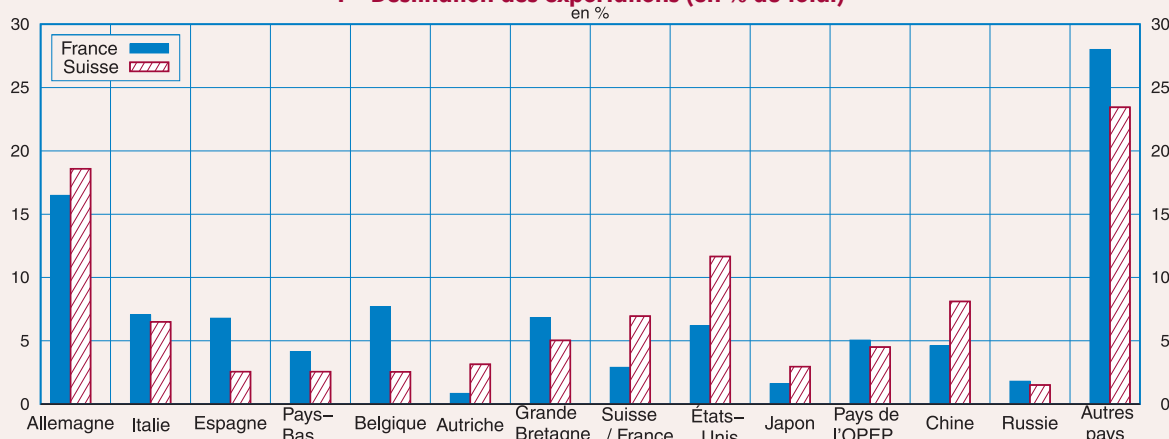
autant de ces produits, ce qui est finalement neutre pour le solde commercial bilatéral. L'économie française exporte des matériels de transport tandis qu'elle en importe très peu. *A contrario*, elle importe plus de biens d'équipement qu'elle n'en exporte. Les produits agro-alimentaires sont également échangés avec une contribution au solde presque neutre. Enfin, les produits agricoles et énergétiques sont faiblement échangés.

Peu de concurrence sur les marchés tiers

La concurrence qui s'exerce entre la France et la Suisse sur les marchés tiers apparaît plutôt faible : l'orientation géographique comme la spécialisation sectorielle des exportations est assez différente entre les deux pays.

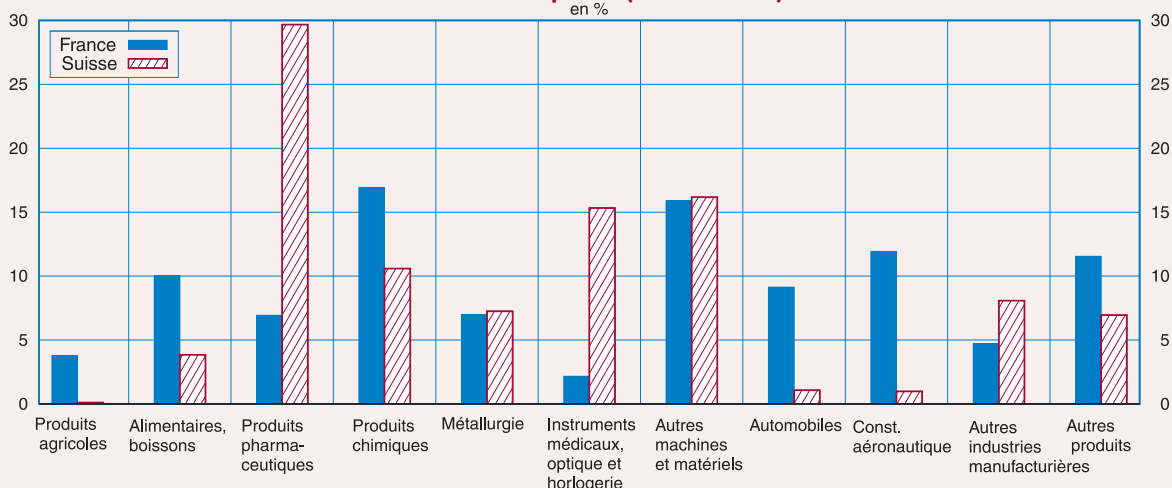
Concernant la spécialisation géographique, la France est un peu plus tournée vers les pays de l'Union européenne que la Suisse (*graphique 1*). Au sein de l'Union européenne, la France et la Suisse sont très présentes sur le marché allemand et, dans une moindre mesure, sur le marché italien. Mais la France est beaucoup plus présente en Espagne et en Belgique que la Suisse qui exporte davantage vers l'Autriche. *A contrario*, la France est relativement moins présente que la Suisse sur les marchés hors UE. Les États-Unis sont ainsi le deuxième client de la Suisse contre seulement le sixième client pour la France. En 2013, le marché américain a accueilli près de 12 % du montant total des exportations suisses contre seulement 6 % de celles de la France. Dans

1 - Destination des exportations (en % du total)



Source : OCDE, base ITCS

2 - Produits exportés (en % du total)



Source : OCDE, base ITCS

une moindre mesure, le Japon et la Chine sont aussi des partenaires relativement plus importants pour la Suisse que pour la France, accueillant respectivement 8 % et 3 % des exportations totales suisses contre 4,5 % et 1,5 % de celles de la France.

En termes sectoriels, la Suisse est plus spécialisée que la France (*graphique 2*) : ses deux principaux produits (produits pharmaceutiques et instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie) représentent à eux seuls 45 % de ses exportations contre 23 % pour les deux premiers produits des exportations françaises (construction aéronautique, produits chimiques).

La conjonction de ses deux caractéristiques rend la concurrence sur les marchés tiers concentrée sur un faible nombre de marchés. Les 20 principaux marchés à l'exportation de la Suisse (hors France) – le marché étant considéré au sens de produit exporté dans un pays donné – représentent près de 60 milliards d'euros (et 37 % du total). Ces marchés représentent 40 milliards d'euros d'exportations françaises (9 %) (*tableau*) et sont rarement quantitativement importants au sein de ces exportations. Seuls trois d'entre eux représentent chacun plus de 1 % des

exportations totales : les produits chimiques (hors pharmaceutiques) en Allemagne, les autres machines et matériels en Allemagne et les produits pharmaceutiques en Belgique.

De façon plus générale, la concurrence se fait surtout sur les produits pharmaceutiques dans les principales économies de la zone euro mais aussi en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Japon. Elle l'est également sur les instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie en Allemagne, aux États-Unis, en Chine et dans les pays de l'Opep.

Un peu plus de pouvoir d'achat pour les travailleurs frontaliers

L'appréciation du franc suisse aura un effet significatif pour les travailleurs frontaliers résidant en France (160 000 en 2011). Convertis en euros, leurs salaires sont réévalués en hausse dès janvier 2015. Or les salaires versés par les pays frontaliers représentent environ 12 milliards d'euros par an, dont un peu moins de la moitié en provenance de la Suisse ; l'appréciation du franc suisse, si elle se maintenait, pourrait ainsi rehausser de 0,05 % le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages résidant en France. ■

Tableau

Étude des 20 principaux marchés d'exportation de la Suisse

Pays destinataire	Produit					Suisse		France		
		Taille du marché (en Md€)	Position de la Suisse	Position de la France	Position pour la Suisse	Montant exporté (en Md€)	Part des exportations totales (en %)	Position pour la France	Montant exporté (en Md€)	Part des exportations totales (en %)
États-Unis	Prod.pharmaceutiques	48,7	2	8	1	8,0	5,1	38	2,0	0,5
Allemagne	Prod. pharmaceutiques	34,5	1	3	2	7,0	4,5	21	3,1	0,7
Allemagne	Autres machines et matériels	61,6	6	3	3	4,4	2,8	5	5,2	1,2
Italie	Prod. pharmaceutiques	20,8	1	6	4	3,9	2,5	67	1,4	0,3
États-Unis	Instruments médicaux, optique et horlogerie	33,8	5	12	5	3,5	2,2	136	0,7	0,2
Hong-Kong	Instruments médicaux, optique et horlogerie	26,3	2	9	6	3,4	2,1	521	0,1	0,0
Allemagne	Produits chimiques	66,4	7	3	7	2,9	1,8	4	6,8	1,6
Allemagne	Instruments médicaux, optique et horlogerie	16,7	2	4	8	2,8	1,7	68	1,4	0,3
Grande-Bretagne	Prod. pharmaceutiques	21,6	3	7	9	2,5	1,6	75	1,2	0,3
Belgique	Prod.pharmaceutiques	29,9	6	2	10	2,3	1,5	6	5,0	1,2
Allemagne	Prod.métallurgiques	23,3	3	6	11	2,0	1,3	53	1,6	0,4
Japon	Prod. pharmaceutiques	13,5	2	6	12	1,9	1,2	95	1,0	0,2
Allemagne	Machines et appareils électriques	32,9	6	3	13	1,9	1,2	30	2,3	0,6
Pays de l'Opep	Prod. pharmaceutiques	12,3	2	1	14	1,8	1,2	35	2,1	0,5
Autriche	Prod. pharmaceutiques	6,2	1	8	15	1,8	1,2	367	0,2	0,0
Canada	Prod. pharmaceutiques	9,6	2	6	16	1,7	1,1	252	0,4	0,1
États-Unis	Autres machines et matériels	119,4	12	9	17	1,7	1,1	27	2,5	0,6
Pays de l'Opep	Instruments médicaux, optique et horlogerie	7,4	1	6	18	1,6	1,0	238	0,4	0,1
Espagne	Prod. pharmaceutiques	11,7	2	6	19	1,6	1,0	92	1,0	0,2
États-Unis	Autres industries manufacturières	78,9	8	11	20	1,6	1,0	76	1,2	0,3
Ensemble						58,5	37,1		39,8	

Sources : OCDE, base ITCS, calculs Insee

Emploi

Au quatrième trimestre 2014, l'emploi marchand non agricole s'est quasiment stabilisé (-1 000 postes après -60 000), le rebond de l'emploi intérimaire compensant presque le recul dans les autres secteurs. D'ici mi-2015, la montée en charge du CICE et le Pacte de responsabilité et de solidarité enrichiraient la croissance en emplois, mais le redressement de l'activité serait insuffisant pour permettre une reprise de l'emploi marchand qui reculerait de nouveau (-13 000 sur l'ensemble du premier semestre 2015).

Dans les secteurs non marchands, l'emploi resterait orienté à la hausse (+23 000 au premier semestre 2015), du fait notamment de l'augmentation du nombre de bénéficiaires des contrats aidés.

Au total, l'emploi repartirait légèrement à la hausse au premier semestre 2015 (+20 000 emplois après -17 000 au second semestre 2014), ce rebond résultant essentiellement du moindre recul de l'emploi marchand non agricole.

Dans les secteurs marchands, l'emploi baisserait début 2015

En 2014, l'emploi marchand a continué de reculer (-74 000 postes) au même rythme qu'en 2013 (-66 000, *tableau 1*). Les pertes d'effectifs ont principalement porté sur le troisième trimestre (-60 000 postes). Cette diminution sur l'année

traduit une activité globalement atone et la persistance de gains de productivité un peu plus modérés ces dernières années que sur longue période (*graphique 1*).

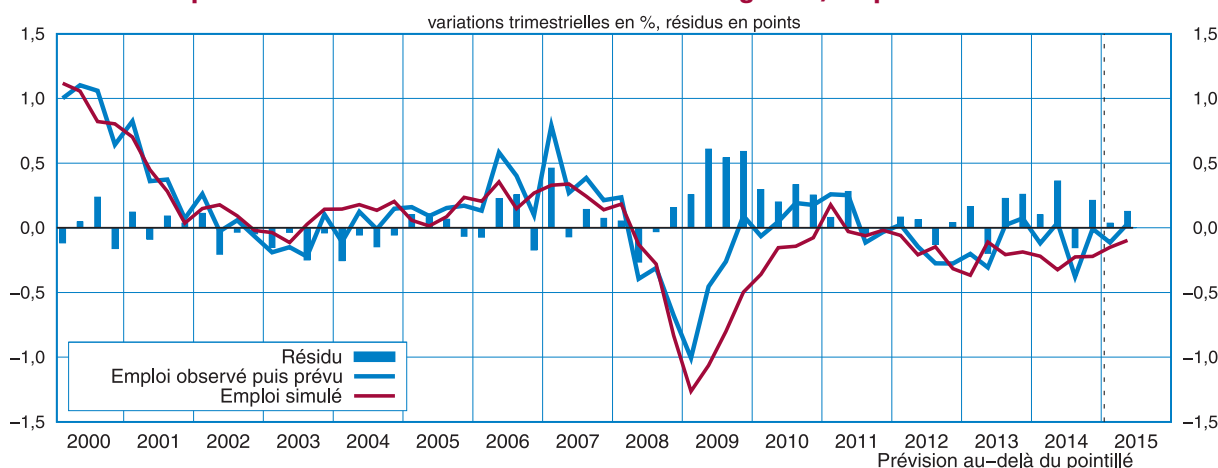
Au premier trimestre 2015, l'emploi marchand baisserait de nouveau (-18 000 postes), avant d'augmenter légèrement au deuxième trimestre (+5 000) (*graphique 2*). Le repli sur le semestre (-13 000) serait toutefois moins marqué qu'en 2014 (-37 000 en moyenne par semestre), grâce à la légère accélération de l'activité et au soutien apporté par les effets cumulés du Pacte de responsabilité et de solidarité et de la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (impact de +40 000 emplois au premier semestre 2015¹ après +30 000 au second semestre 2014).

L'intérim augmenterait légèrement et l'emploi tertiaire hors intérim se redresserait

En 2014, l'emploi dans le secteur tertiaire a légèrement progressé (+13 000, après +17 000 en 2013). Au-delà de leurs fluctuations trimestrielles marquées, les effectifs intérimaires ont été en moyenne stables sur l'année.

(1) cf. éclairage de la Note de conjoncture de décembre 2014, page 75.

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris sur la période récente du CICE et du PRS). Un résidu positif, comme fin 2014, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne le laissaient attendre les comportements passés. Période d'estimation de l'équation : 1984-2009
Source : Insee

Dans tous les secteurs, le taux de recours à l'intérim est resté quasi stable en 2014 et le resterait d'ici mi-2015. L'intérim augmenterait légèrement au premier semestre 2015 (+8 000 postes, après +2 000 en seconde partie d'année 2014). Dans le tertiaire hors intérim, le jugement des chefs d'entreprises sur l'évolution de leurs effectifs reste mal orienté, hormis dans le commerce où il s'est légèrement amélioré ; après une légère baisse de l'emploi au second semestre 2014 (-8 000), les effectifs se redresseraient légèrement dans la première moitié de 2015 (+ 21 000 postes).

Au total, l'emploi tertiaire marchand y compris intérim se redresserait au premier semestre 2015 (+29 000 postes, contre -6 000 emplois au second semestre 2014).

L'emploi industriel continuerait de décliner

Sur l'ensemble de l'année 2014, l'emploi industriel (hors intérimaires en poste dans le secteur) a de nouveau reculé (-38 000), quoique de façon moins marquée qu'en 2013 (-57 000). Au premier semestre 2015, le bas niveau des anticipations des industriels en termes d'emploi dans les enquêtes de conjoncture suggère que les pertes d'effectifs se poursuivraient à un rythme similaire (-21 000).

Les pertes d'emplois dans la construction se poursuivraient

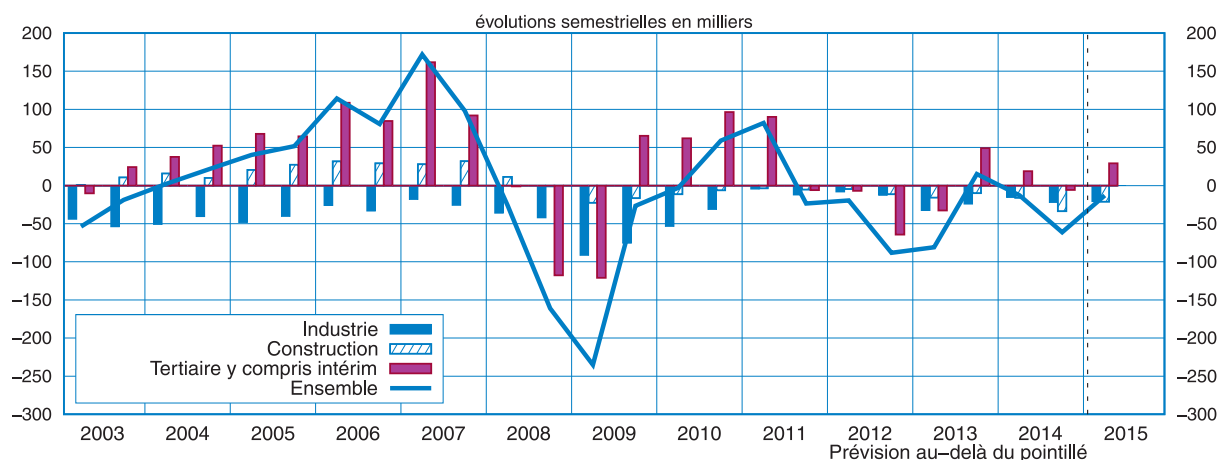
L'emploi dans la construction n'a pas cessé de baisser depuis la crise de 2008. Les pertes d'emplois se sont même amplifiées tout au long de l'année 2014 (-49 000 postes, après -26 000 en 2013). Dans le bâtiment, au vu des perspectives dégradées qu'indiquent les enquêtes de conjoncture (*graphique 3*), le recul de l'emploi se poursuivrait : 21 000 postes seraient perdus au premier semestre 2015.

L'emploi non marchand continuerait d'augmenter grâce aux emplois aidés

En 2014, 65 000 emplois ont été créés dans le secteur non marchand. Cette hausse provient en grande partie des contrats aidés (+ 49 000), dont le nombre de bénéficiaires a crû sur l'ensemble de l'année (*tableau 2 et éclairage*). Il en serait de même au premier semestre 2015, où l'emploi non marchand augmenterait de 23 000, essentiellement du fait des contrats aidés.

En effet, la loi de finances rectificative pour 2015 prévoit près de 320 000 entrées dans les dispositifs de contrats aidés non marchands en France métropolitaine : 270 000 environ au titre des contrats uniques d'insertion – contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) – et près de 50 000 pour les emplois d'avenir. Sur le seul premier semestre 2015, près de 200 000 entrées seraient enregistrées. ■

2 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



3 - Solde d'opinion des chefs d'entreprises sur les effectifs prévus

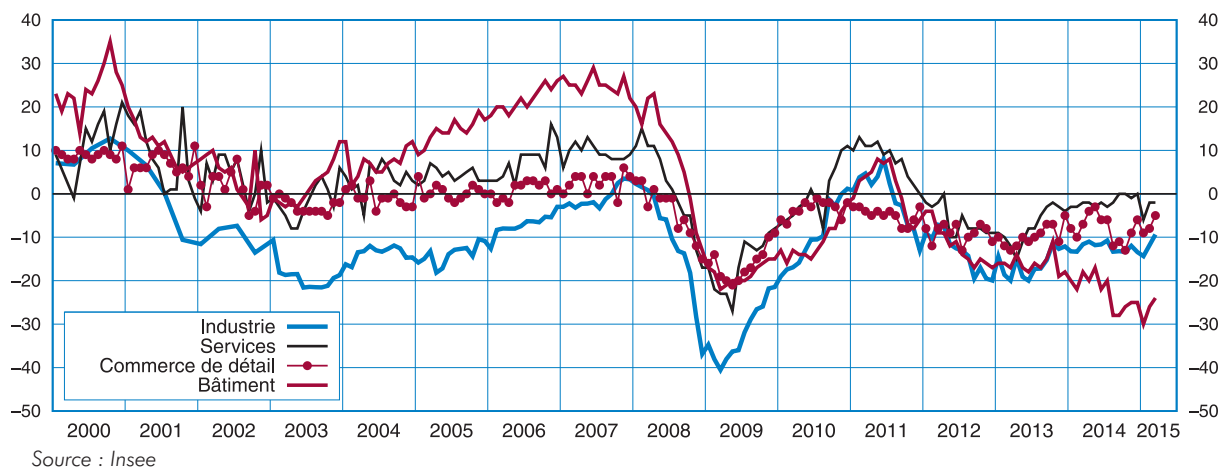


Tableau 1

Évolution de l'emploi en milliers, CVS

	2014				2015		2014 S1	2014 S2	2015 S1	2013	2014	Niveau fin 2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
Secteurs principalement marchands non agricoles¹ dont :	-19	6	-60	-1	-18	5	-13	-61	-13	-66	-74	15813
Industrie	-5	-10	-12	-10	-11	-10	-16	-22	-21	-57	-38	3141
Construction	-5	-11	-16	-18	-12	-10	-16	-33	-21	-26	-49	1346
Intérim	-13	12	-22	24	0	8	-2	2	8	33	0	542
Tertiaire essentiellement marchand hors intérim	5	15	-10	3	5	16	21	-8	21	-16	13	10783
Salariés agricoles	1	1	1	1	1	1	2	2	2	7	4	
Tertiaire principalement non marchand	14	16	14	21	14	9	31	35	23	102	65	
Non-salariés	4	4	4	4	4	4	8	8	8	9	15	
EMPLOI TOTAL	0	27	-41	25	1	19	27	-17	20	52	11	

Prévision

Note de lecture : 13 000 emplois seraient détruits dans le secteur principalement marchand non agricole durant le premier semestre 2015. Ce secteur comprend, au 31 décembre 2014, 15 813 000 salariés.

(1) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2014				2015		2014 S1	2014 S2	2015 S1	2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2					
Emplois d'avenir	10	7	7	5	4	4	16	11	8	53	28
CUI-CAE	10	6	-2	7	11	1	16	5	12	18	21
Total	20	12	5	11	15	5	33	16	20	71	49

Prévision

Note : Y compris avenants de reconduction

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

Champ : France métropolitaine

Les contrats aidés en 2014

Les contrats aidés, par des aides directes ou indirectes, diminuent les coûts d'embauche ou de formation de certains salariés pour les employeurs. Ces emplois aidés sont, en général, destinés prioritairement à des publics cibles, tels les personnes les plus éloignées de l'emploi ou les jeunes. En 2014, hors contrats en alternance, les bénéficiaires de contrats aidés étaient en très grande partie titulaires d'un contrat unique d'insertion (CUI), plus souvent non marchand (242 000 personnes fin 2014 en France métropolitaine) que marchand (31 000). Les CUI marchands (contrats uniques d'insertion - contrats initiative emploi, ou CUI-CIE) comme non marchands (contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi ou CUI-CAE) sont proposés à une population large de personnes présentant des difficultés d'accès à l'emploi (candidatures d'embauches habituellement rejetées, etc.), quels que soient leur âge et leur lieu de résidence¹.

Les emplois d'avenir (y compris emplois d'avenir « professeurs »), entrés en vigueur en novembre 2012, sont montés en charge en 2013 et 2014 : fin 2014, 112 000 personnes étaient bénéficiaires d'un emploi d'avenir en France métropolitaine contre 72 000 fin 2013. Les emplois d'avenir sont destinés à des jeunes peu ou pas qualifiés, prioritairement dans les zones urbaines sensibles ou les zones de revitalisation rurales. Ils se situent plutôt dans des secteurs non marchands (animation ou aide à la personne, 89 000 personnes fin 2014), mais peuvent aussi être souscrits dans les secteurs marchands (23 000 fin 2014) comme les filières verte, numérique ou le tourisme, avec des subventions plus faibles. La grande majorité des emplois d'avenir relève des associations et du secteur public (collectivités, Éducation nationale pour les emplois d'avenir « professeur »).

Les contrats aidés sont le plus souvent utilisés de manière contra-cyclique : lorsque l'activité économique ralentit, le volume des contrats aidés peut ainsi être augmenté rapidement pour atténuer l'effet des pertes d'emplois et la montée du chômage qui en résulte.

À court terme, l'effet de ces contrats sur l'emploi n'est cependant pas le même selon que ceux-ci s'appliquent au secteur marchand ou au secteur non marchand. Dans le secteur non marchand, le nombre d'emplois créés est simplement égal à la différence entre les contrats signés ou reconduits et les sorties de contrats au cours de l'année. En revanche, dans le secteur marchand, une partie des emplois exercés dans le cadre d'un dispositif d'aide aurait été créée même si le dispositif n'avait pas existé. On parle dans ce cas d'effet d'aubaine ou de substitution, dont l'ampleur peut différer d'un contrat à l'autre. L'effet des contrats aidés sur l'emploi dans le secteur marchand est ainsi moindre que la variation du nombre des bénéficiaires. Cet effet est estimé à partir d'études empiriques d'une part, de l'ampleur de l'allègement du coût du travail engendrée par ces contrats d'autre part (Dares, 1996). Ces évaluations, entourées d'incertitude, ne sont par ailleurs valides qu'à court terme. Les évaluations de long terme nécessiteraient de prendre en compte :

- les conséquences de ces dispositifs sur le marché du travail (ajustement des salaires, des taux d'activité, etc.),
- leurs effets sur le capital humain, notamment la modification de la capacité d'insertion des bénéficiaires sur le marché du travail,
- l'impact du mode de financement des dispositifs sur l'économie.

Enfin, comme ces emplois sont destinés prioritairement aux personnes les plus éloignées du marché du travail, ils génèrent des « effets d'appel » : une augmentation du nombre d'emplois aidés entraîne une hausse du taux d'activité des personnes ciblées.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés du secteur non marchand a de nouveau augmenté en 2014

Le nombre total de contrats aidés non marchands signés ou reconduits durant l'année 2014 a diminué : 389 000 contrats souscrits en 2014, contre 435 000 en 2013. Les sorties de ces contrats ont cependant été moins nombreuses que l'année précédente, car les nouveaux contrats (emplois d'avenir notamment) ont une durée plus longue que les anciens. Au total, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non marchand a donc augmenté, avec 331 000 bénéficiaires de contrats aidés non marchands fin 2014 en France métropolitaine, contre 282 000 fin 2013 (+49 000), après une forte hausse l'année précédente (+77 000).

Cette hausse est essentiellement liée à la montée en charge des emplois d'avenir. En 2014, 68 000 contrats d'emploi d'avenir ont été signés ou reconduits dans le secteur non marchand, après 66 000 en 2013. Le nombre de bénéficiaires de ces contrats a augmenté, pour atteindre 89 000 bénéficiaires fin 2014, après 61 000 fin 2013. Fin 2014, 242 000 personnes étaient bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion non marchand. Leur nombre a également augmenté, mais de façon moins prononcée (+21 000 par rapport à fin 2013).

Dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats d'insertion s'est stabilisé en 2014 mais le nombre de contrats en alternance s'est réduit

Fin 2014, le secteur marchand comptait 632 000 bénéficiaires de contrats aidés, soit légèrement moins (-6 000) que fin 2013.

Cette baisse résulte de la diminution du nombre de bénéficiaires des formations en alternance, qui représentent environ 90 % des contrats aidés dans le secteur marchand.

Fin 2014, les contrats en alternance comptaient 573 000 bénéficiaires, soit 18 000 de moins que fin 2013. En effet, les entrées dans ce dispositif ont été moins nombreuses en 2014 : 433 000 entrées, contre 438 000 en 2013. Le nombre de bénéficiaires de contrats d'emploi d'avenir dans le secteur marchand a augmenté de 12 000, s'établissant à 23 000 fin 2014, cette hausse ne compensant qu'en partie la diminution du nombre de bénéficiaires de contrats en alternance.

(1) Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de CUI-CAE mais de CDDI (contrat à durée déterminée d'insertion). Néanmoins, de façon à raisonner sur un périmètre constant dans le suivi des emplois aidés, les données sur les CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

Par ailleurs, 48 000 contrats uniques d'insertion ont été signés ou reconduits dans le secteur marchand en 2014, après 50 000 en 2013. Les sorties de ces contrats demeurant stables par rapport à 2013, le nombre de bénéficiaires de ces contrats uniques d'insertion du secteur marchand n'a pas varié : il s'établissait à 31 000 personnes fin 2014 comme fin 2013.

Le nombre des bénéficiaires des dispositifs d'exonération de charges sociales en zone de revitalisation rurale (ZRR) ou en zone de revitalisation urbaine (ZRU) est stable depuis 2012, à 5 000 bénéficiaires en fin d'année. ■

Bibliographie

Dares (1996), *40 ans de politique de l'emploi*, La Documentation française.

Les dispositifs d'aide à l'emploi : flux et nombre de bénéficiaires

en milliers, données brutes

	Flux d'entrées (y compris reconduction de contrat)					Nombre de bénéficiaires (stock en fin d'année)				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Emploi aidé dans le secteur non marchand	377	357	403	435	389	254	204	204	282	331
dont :										
CUI non marchand	377	357	402	369	321	241	204	203	221	242
Emplois d'avenir**	0	0	1	66	68	0	0	1	61	89
Contrat d'accompagnement dans l'Emploi	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0
Contrat d'avenir	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0
Emploi aidé dans le secteur marchand*	547	518	526	506	506	634	645	636	638	632
Abaissement des coûts salariaux	119	59	57	68	73	69	50	31	47	59
CUI marchand	113	53	52	50	48	55	44	26	31	31
Emplois d'avenir	0	0	0	13	20	0	0	0	11	23
Exonérations de charges sociales (ZRR et ZRU)	6	6	5	5	5	6	6	5	5	5
Contrat jeune en entreprise	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Contrat initiative emploi (ancienne et nouvelle formules)	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
CI-RMA (ancienne et nouvelle formules)	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Formation en alternance	428	459	469	438	433	565	595	605	591	573

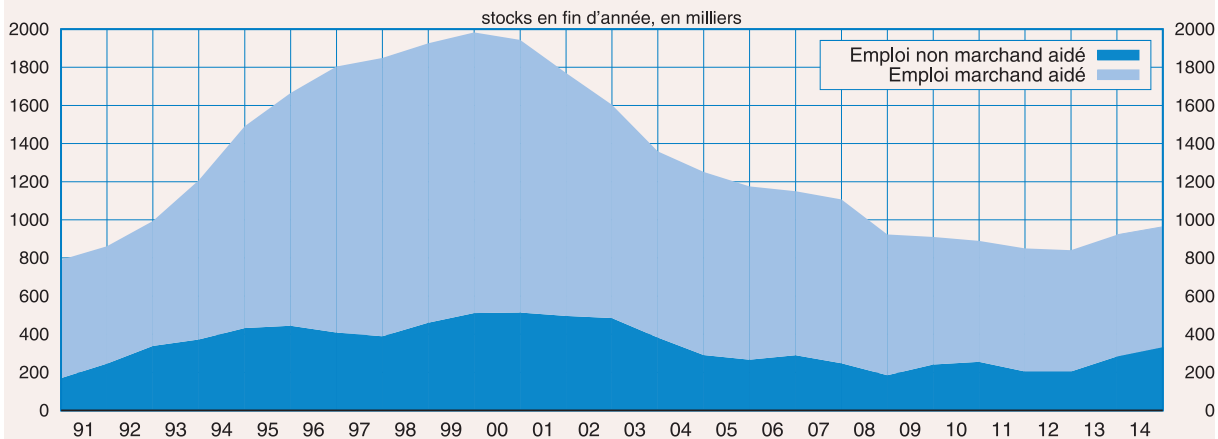
* y compris emplois d'avenir « professeurs »

** hors mesures générales comme les allègements généraux de cotisations sociales et réduction du temps de travail

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, Agence de services et de paiement

Bénéficiaires de dispositifs d'aide à l'emploi marchand et non marchand



Source : Dares, Agence de services et de paiement

Chômage

Le taux de chômage s'est établi à 10,4 % au quatrième trimestre 2014, après 10,3 % au troisième trimestre. En France métropolitaine, le nombre de chômeurs a augmenté de 36 000 personnes, et le taux de chômage a atteint 10,0 % de la population active, après 9,9 % au trimestre précédent.

Au premier semestre 2015, la légère hausse attendue de l'emploi ne suffirait pas à absorber la progression de la population active, et le taux de chômage augmenterait de nouveau, de +0,1 point par trimestre. Il s'élèverait à 10,6 % mi-2015 (10,2 % en France métropolitaine).

Le chômage a de nouveau augmenté au quatrième trimestre 2014

Au quatrième trimestre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 36 000 en France métropolitaine (*tableau*), après une hausse de 78 000 au trimestre précédent. L'emploi a légèrement diminué sur la même période (-8 000). Le taux de chômage a ainsi atteint 10,0 % fin 2014 (*graphique*), soit 0,1 point de plus qu'au troisième trimestre. Il a augmenté de 0,4 point par rapport au quatrième trimestre 2013, le nombre de chômeurs s'étant accru de 123 000. Sur l'ensemble de la France, le taux de chômage s'est établi à 10,4 %, après 10,3 % au troisième trimestre 2014.

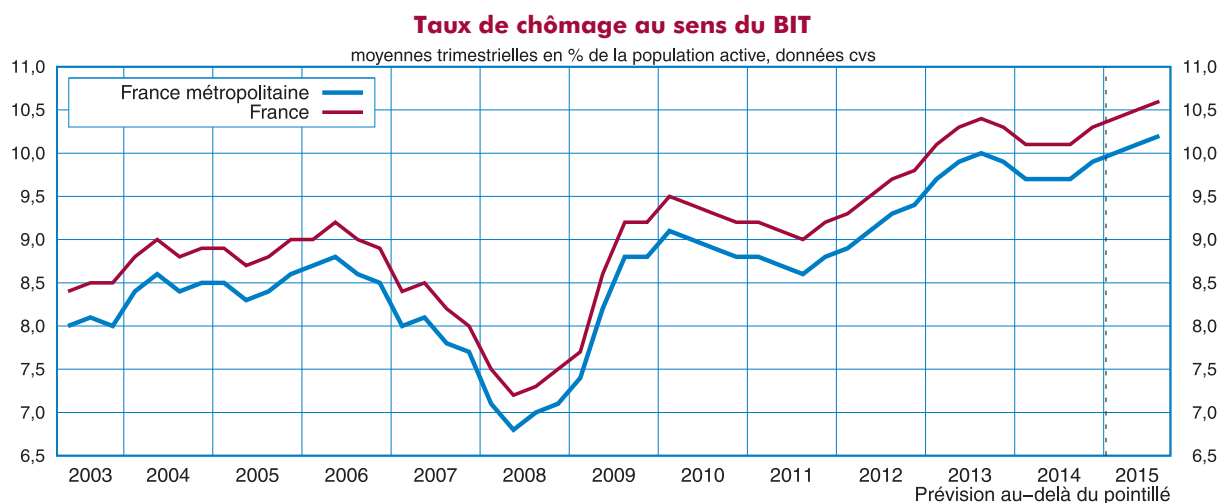
La hausse du chômage est concentrée sur les hommes

Au quatrième trimestre 2014, 10,4 % des hommes et 9,7 % des femmes actifs sont au chômage en France métropolitaine. Le taux de chômage des hommes a augmenté en France métropolitaine de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, et de 0,8 point par rapport à fin 2013, tandis que celui des femmes est resté stable. Cette divergence s'explique en partie par la baisse de l'emploi dans l'industrie et la construction (cf. *fiche Emploi*), secteurs employant majoritairement des hommes.

Depuis la mi-2012, le taux de chômage des hommes est régulièrement plus élevé que celui des femmes. Au quatrième trimestre 2014, l'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes a atteint 0,7 point, le plus élevé depuis que les séries existent (1975).

Remontée du taux de chômage des jeunes

Après un pic à 25,3 % des actifs fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans a diminué tout au long de l'année 2013 avant de se stabiliser à 22,6 % mi-2014. Les jeunes ont notamment bénéficié de la mise en place des emplois d'avenir, dédiés à ceux d'entre eux qui sont sans qualification ou peu diplômés. Leur taux de chômage est toutefois reparti à la hausse en seconde partie d'année.



France = France métropolitaine + Dom
 Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus
 Source : Insee, enquête Emploi

Conjoncture française

Ainsi, entre les quatrième trimestres 2013 et 2014, le taux de chômage des jeunes a augmenté de 1,0 point, la baisse du taux de chômage des jeunes femmes (-1,3 point par rapport à fin 2013) ne suffisant pas à compenser la forte hausse du taux de chômage des jeunes hommes (+2,9 points). Le taux de chômage des 25-49 ans a augmenté de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, et de 0,4 point sur un an. Celui des 50 ans et plus s'est stabilisé au quatrième trimestre, et a crû de 0,4 point par rapport à fin 2013.

Le taux de chômage augmenterait de nouveau au premier semestre 2015

En 2014, la population active a augmenté de 161 000 personnes, principalement du fait des 50-64 ans. Le taux d'activité des 50-64 ans a ainsi gagné 1,7 point entre les quatrième trimestres 2013 et 2014, pour atteindre 63,6 %. Cette

hausse est notamment liée au recul de l'âge légal de départ à la retraite, à 61 ans et 2 mois depuis début 2014. Les départs à la retraite anticipée liés à la rénovation du dispositif spécifique aux carrières longues ont limité cet accroissement, mais ce dispositif aurait moins d'effet début 2015 (cf. ligne « effets estimés des politiques publiques » du tableau). Au premier semestre, la population active retrouverait ainsi sa croissance tendancielle, et augmenterait de 64 000 personnes.

Début 2015, la légère reprise de l'emploi (+20 000 en fin de période soit +23 000 en moyenne au premier semestre, après -15 000 au second semestre 2014) ne suffirait pas à compenser cet accroissement de la population active, si bien que le taux de chômage augmenterait de nouveau. Avec une hausse de 0,1 point par trimestre, il s'établirait mi-2015 à 10,2 % en France métropolitaine et à 10,6 % en France entière, soit son plus haut niveau depuis fin 1997. ■

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

	Variations trimestrielles										Variations annuelles				
	2013				2014				2015		2011	2012	2013	2014	2015 S1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2					
Population des 15-64 ans	-26	-25	-25	-24	-23	-22	-21	-20	-20	-19	4	-104	-100	-86	-39
Population des 15-59 ans	-24	-20	-15	-13	-12	-12	-14	-15	-16	-16	-85	-90	-72	-52	-31
Population active	16	3	-9	-37	56	6	71	28	33	31	215	206	-27	161	64
dont :															
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	30	30	30	30	34	34	34	34	32	32	165	146	120	135	64
(b) Effets estimés des politiques publiques	-6	-5	-4	-3	-1	-3	-4	-5	1	-1	-6	15	-18	-13	0
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-9	-22	-35	-64	23	-25	42	-1	0	0	56	46	-129	39	0
Emploi	-29	-24	-3	51	39	14	-7	-8	13	10	165	-43	-6	38	23
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-20	-28	23	78	0	27	-41	25	1	19	124	-53	52	11	20
Chômage BIT	45	28	-7	-87	17	-8	78	36	20	21	51	249	-22	123	41
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période				
Taux de chômage BIT (%)															
France métropolitaine	9,9	10,0	9,9	9,6	9,7	9,7	9,9	10,0	10,1	10,2	8,9	9,7	9,6	10,0	10,2
France (y compris Dom)	10,3	10,4	10,3	10,1	10,1	10,1	10,3	10,4	10,5	10,6	9,3	10,1	10,1	10,4	10,6

Prévisions

Notes de lecture

- La ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau.
- Emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee